

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ARCEY



PIECE C3 – AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Prescrit par délibération du : 01/07/2013

Arrêté par délibération du : 09/07/2025

DATE ET VISA

ARCEY le 20 OCT. 2025

Le Maire
Michaël HUGONOT



DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE



Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Note de présentation établie au regard de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement

Coordonnée du Maître d'ouvrage : Commune d'ARCEY

Objet de l'enquête : Révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Caractéristiques les plus importantes du projet :

Les caractéristiques principales du projet portent sur la révision du PLU afin de le mettre en compatibilité avec les normes législatives, réglementaires et supra communales applicables sur le territoire, notamment sur les objectifs de modération de la consommation de l'espace institués par la Loi Climat et résilience. Le projet de PLU révisé emporte donc réduction de zones initialement constructibles sur une emprise d'environ 13.6 hectares. Il prévoit également un développement urbain modéré qui s'appuie sur les capacités de création de logements intégralement mobilisables au sein de la trame urbaine, et ce en adéquation avec les capacités des réseaux notamment en matière d'eau potable et d'assainissement.

Le projet de révision emporte également création d'une zone à urbaniser en vue de l'extension de la zone d'activité économique déjà existante et ce afin de soutenir le développement des activités et de répondre au volet économique du SCOT (lequel identifie la zone d'activité au titre des zones d'activités structurantes).

Le dernier grand volet du PLU révisé emporte préservation et protection du patrimoine architectural, paysager, naturel et écologique du territoire et prévoit en conséquence une réduction de la constructibilité sur certaines parties du territoire agricole notamment au sein des principaux corridors écologiques. Cette liste n'est pas limitative puisque le PLU révisé emporte d'autres ajustements avec la création d'orientation d'aménagement et de programmation, et de secteurs de fonds de jardins à la constructibilité encadrée. De manière générale les ajustements graphiques sont restreints à la suppression des zones à urbaniser du PLU de 2008 et à la redéfinition de l'emprise des zones urbaine et agricole/naturelle.

L'objectif démographique affiché à travers le projet de révision s'appuie sur une population potentielle de 1620 habitants d'ici 2040, portant création de moins d'une centaine de logement (dont une partie est prévue en réhabilitation du bâti existant).

Résumé des principales raisons pour lesquelles le plan a été retenu notamment du point de vue de l'environnement :

Plusieurs esquisses du projet de développement ont été engagées par les élus et ces dernières se sont faites en concertation avec les personnes publiques associées. En synthèse, le projet traduit la prise en compte de l'environnement à travers les mesures suivantes :

- Prise en compte et préservation des risques, via des mesures réglementaires en faveur du maintien de la végétation, de limitation de l'imperméabilisation des sols et de la gestion des eaux pluviales.
- Prise en compte et préservation des réservoirs et corridors écologiques avec la création d'orientations d'aménagement et de programmation, la préservation des grands réservoirs via un classement en zone naturelle et la création d'outils réglementaires de protection.

- Intégration des mesures en faveur du maintien des enjeux écologiques, environnementaux et bioclimatique, notamment au titre des OAP et des plans de zonage (préservation des vergers et des haies).
- Préservation globale de l'environnement en priorisant un développement urbain au sein de la trame urbaine (seul le développement de la zone d'activité se présente en extension de la trame urbaine). Le territoire est préservé du mitage via un encadrement de la constructibilité des terres agricoles (les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées sont créés sur des sites déjà existants, sans extension de ces derniers).

L'évaluation environnementale du PLU, démarche réalisée pendant toute la durée de révision du document, permet en définitif de traduire un impact faible du projet de PLU dans l'environnement dans le sens où le territoire bénéficie d'une protection relativement encadrée en matière de paysage, de patrimoine et d'environnement.

Réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale :

La MRAe a rendu son avis en date du 17/10/2025, la présente pièce permet d'apporter les réponses aux remarques ainsi formulées et mettre en avant celles qui trouveront une suite favorable dans le dossier à approuver.

En synthèse, la MARE effectue les recommandations suivantes dont il est apporté une réponse adaptée :

- **Approfondir l'évaluation environnementale sur les deux sous-secteur Nc et Aenr prévus au PLU et de présenter le cas échéant les mesures Eviter-Réduire-Compenser (ERC) pouvant faire l'objet d'une déclinaison dans les règlements écrits ou graphiques du PLU.**

Concernant les STECAL, un point a été fait lors de la CDPENAF et des dispositions ont été prises pour classer la carrière au titre des dispositions du R.151-34 du Code de l'urbanisme, le STECAL afférant sera donc supprimé. Il en va de même su STECAL Aenr qui sera supprimé sans autre mesure de compensation.

Concernant les mesures Eviter, Réduire, Compenser il est rappelé que le PLU ne vise qu'à prendre en compte l'autorisation d'exploitée déjà accordée qui a elle fait l'objet d'une étude d'incidence. Il n'appartient donc pas au PLU de justifier des incidences de cette carrière sur l'environnement. Le fait de supprimer le STECAL et de ne maintenir qu'une trame au titre de l'article R.153-24 permettra de clarifier cette situation de fait.

En effet, l'article visé stipule que les documents graphiques font apparaître « les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ».

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Suppression du STECAL Aenr**
 - **Suppression du STECAL Nc et création d'un secteur protégé en application des dispositions de l'article R.151-34 du CU**
- **Augmenter le taux d'effort de sobriété foncière dans le respect des objectifs du SRADDET, et propose dès à présent des mesures de réduction et de phasage de la consommation d'espaces agricoles naturels ou forestiers.**

Les objectifs de consommation attachés au PLU répondent à ceux actuellement programmés au titre du SCOT. La compatibilité du document sera évaluée en conséquence une fois la révision du SCOT approuvée (obligation réglementaire), mais il n'est pas possible d'anticiper l'application du taux d'effort imposé par le SRADDET. En effet, ce taux à vocation à s'appliquer à l'ensemble du territoire du SCOT, à chaque pour ce dernier de répartir les objectifs en fonction de son armature territoriale et des objectifs de développement affichés.

Aussi, les enjeux liés à la consommation foncière pourront être requestionnés au regard du bilan de compatibilité qui sera effectué après l'entrée en vigueur du nouveau SCOT.

Concernant les mesures de réduction et de phasage, ces dernières pourront être développées au besoin au sein de l'évaluation environnementale. En effet, le PLU met en place plusieurs mesures visant à limiter la consommation, notamment le développement au sein de la trame urbaine (seule l'extension de la zone d'activité est affichée en extension).

Comme le développement urbain s'appuie sur des zones urbaines, les OAP ne traduisent pas d'échéancier prévisionnel. Cette question a très largement été abordée par les élus, qui faute de contrainte réglementaire, ne peuvent justifier du développement de tel ou tel espace interstitiel plutôt qu'un autre. L'aménagement de l'extension de la zone d'activité est quant à lui prévu à court terme, c'est d'ailleurs un des objectifs affichés au titre de la procédure de révision.

En se référant aux données du portail de l'artificialisation (7 hectares d'ENAF consommés entre 2011 et 2020), et en appliquant le taux d'effort visé par le SRADDET, (46.9%), l'objectif de consommation attendu d'ici 2040 serait de 5.7 hectares (sans prendre en compte la répartition des objectifs au sein de l'armature territoriale du SCOT). Concrètement, sur les 7.75 hectares de consommation, l'emprise vouée au développement de l'habitat (hors extension de la zone d'activité), est évaluée à 6.5 hectares (+0.55 hectare). Elle s'affiche donc globalement en cohérence avec les objectifs du SRADDET (l'enveloppe de la zone économique étant une enveloppe supplémentaire accordée par le SCOT).

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Il n'y a pas lieu de donner suite aux objectifs de réduction de la consommation, ces derniers sont compatibles au regard du SCOT actuellement opposable.**
 - **Il n'est pas possible également de donner suite au titre des objectifs d'échéancier prévisionnel.**
- **Réaliser un inventaire exhaustif des zones humides sur l'ensemble des secteurs à urbaniser parcelle ZA590 et ZA420).**

Il n'est pas du ressort du PLU de réaliser une étude exhaustive de tous les espaces de développement du territoire. Une étude avait été engagée courant 2021 sur les principaux secteurs de développement envisagés (dont la plupart ont été retirés au regard des enjeux de modération de la consommation de l'espace). Il ressort de l'étude réalisée que l'analyse de la végétation et de la pédologie dans le cadre de cette étude n'ont pas permis de révéler la présence d'une zone humide au sens de la réglementation sur les parcelles ayant fait l'objet de prospections.

Sur le territoire, seul un milieu humide est identifié au centre du bourg, plus au nord des parcelles ZA590 et ZA420. Il sera questionné la possibilité de réaliser une étude zone humide préalablement à l'approbation du PLU (programmée dans les prochains mois), ou de prévoir de conditionner le développement des parcelles en question à la réalisation d'une telle étude.

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Les résultats d'une étude zone humide pourront être intégrée si cette dernière peut être réalisée avant l'approbation du PLU. Au besoin, il sera réfléchi à la possibilité de questionner le développement de ces zones à la réalisation d'une telle étude.**
- **Rectifier certaines données concernant les captages d'eau potable et invite la commune à prendre en compte les résultats de l'étude stratégique de sécurisation de l'alimentation en eau potable dès qu'ils seront disponibles en modifiant si nécessaire son document d'urbanisme.**

Cette remarque a été relayée par les personnes publiques associées dans le cadre de leur analyse du PLU. Dans la poursuite des réponses apportées, il sera donné suite à la demande avec une mise à jour des pièces du PLU (état initial de l'environnement, diagnostic, évaluation environnementale et annexe sanitaire).

Un point sera fait vis-à-vis des orientations du PLU au regard des résultats de l'étude, dont l'état

d'avancement ne permet pas encore une traduction ou prise en compte dans le PLU. Quoi qu'il en soit, la politique de gestion de l'alimentation en potable a été prise en compte dans le document et sera renforcée par des mesures visant à préserver la ressource karstique majeur des risques de pollution.

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Les éléments du diagnostic seront mis à jour pour corriger les erreurs**
- **Actualiser le zonage d'assainissement de 2006 au vu des nombreuses évolutions et travaux engagés par la commune.**

La mise à jour du zonage d'assainissement incombe à la Communauté de Communes des deux vallées vertes. Elle sera mise en œuvre au besoin au regard des dispositions du PLU. Le schéma d'assainissement de 2006 pourra toutefois figurer au titre de l'annexe 6.2 (à titre informatif).

Il est rappelé que l'enquête publique d'un PLU peut être réalisée conjointement à celle de l'évolution du schéma d'assainissement, cependant cette démarche n'est pas engagée pour le moment.

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Il n'y a pas lieu de donner suite à la demande, cette compétence n'étant pas communale. Le zonage d'assainissement de 2006 sera annexé à la pièce 6.2**
- **Intégrer le risque radon dans le PLU.**

Dans la poursuite des éléments mis en avant par la MRAe et les personnes publiques associées, les dispositions générales du règlement seront complétées pour prendre en compte et intégrer les recommandations formulées par l'ARS.

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Compléter les dispositions générales pour intégrer les prescriptions liées au risque radon**
- **Présenter la justification du choix de la localisation du secteur « Aenr » et de réaliser l'analyse de solutions alternatives au regard du moindre impact environnemental et appliquer la séquence Eviter-Réduire-Compenser.**

Il est rappelé que le secteur Aenr sera supprimé. Ce dernier avait été identifié dans la poursuite des réflexions engagées lors de la délimitation des ZAER. Toutefois, la mise en place de parc photovoltaïque est désormais conditionnée au respect de la carte des bonnes valeurs agricoles validée par la Chambre et arrêté préfectoral. Il n'y a donc plus lieu de maintenir ce secteur puisque les projets pourront être admis au titre du PLU, mais interdit au regard de cette carte.

- **Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :**
 - **Il n'y a pas lieu de donner suite compte-tenu de la suppression du STECAL**
- **Mener un diagnostic de vulnérabilité du territoire à l'échelle du SCoT du Doubs central à partir duquel des leviers d'adaptation devront être pris en compte dans les documents d'urbanisme. Sans attendre cette échéance, la MRAe recommande d'intégrer cet enjeu dans le PLU et de prendre des mesures visant à en limiter les conséquences.**

Les élus prennent acte de cette recommandation et de l'opportunité de réaliser un diagnostic à l'échelle du SCOT et qui ne concerne donc pas la procédure de PLU.

Au titre du PLU, le règlement et/ou les orientations d'aménagement et de programmation pourront être complétées en conséquence pour rappeler les enjeux liés à la limitation des essences allergisantes et la présence du moustique tigre. Les dispositions générales du règlement seront donc modifiées en conséquence concernant la prise en compte des risques naturels (moustiques tigres).

Il est rappelé que le PLU n'a pas vocation à régir l'usage des essences, toutefois une liste des essences allergisantes sera annexée au règlement ou aux OAP et des prescriptions / orientations seront mises en place afin de sensibiliser la population, encadrer leur usage.

- Les suites données en réponse à l'avis de la MRAE sont les suivantes :
 - Compléter les dispositions générales pour intégrer les prescriptions liées au moustique tigre
 - Compléter le règlement et/ou les OAP pour encadrer les essences allergisantes. La liste des essences identifiées sur le territoire pourra utilement être annexée au PLU



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté
sur le projet de révision générale du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune d'Arcey (25)**

N° BFC – 2025-4414

PRÉAMBULE

La commune d'Arcey fait partie de la communauté de communes des 2 Vallées Vertes. La révision générale de son plan local d'urbanisme (PLU) a été prescrit par délibération du conseil municipal au cours de l'année 2013. Le projet de PLU a été arrêté par délibération du 9 juillet 2025.

En application du Code de l'urbanisme¹, le présent document d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale. La démarche d'évaluation environnementale consiste à prendre en compte l'environnement tout au long de la conception du document. Elle doit être proportionnée à la sensibilité environnementale du territoire concerné par le document d'urbanisme et à l'importance des incidences environnementales de ce dernier. Cette démarche est restituée dans la pièce 1.3 du dossier présenté.

Ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, le dossier fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale qui porte sur le caractère complet et la qualité de la restitution de l'évaluation environnementale ainsi que sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le document d'urbanisme. Cette analyse porte tout particulièrement sur la pertinence et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation des impacts. L'avis vise à contribuer à l'amélioration du projet de document d'urbanisme et à éclairer le public. Il n'est ni favorable, ni défavorable.

En application de l'article R. 104-21 du Code de l'urbanisme, l'autorité environnementale compétente pour les plans locaux d'urbanisme (PLU) est la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe). Elle bénéficie du concours d'agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui préparent et mettent en forme toutes les informations qui lui sont nécessaires pour rendre son avis.

Les modalités de préparation et d'adoption du présent avis sont les suivantes :

La DREAL a été saisie par la commune d'Arcey le 16 juillet 2025 pour avis de la MRAe sur le projet d'élaboration de son PLU. Conformément au Code de l'urbanisme, l'avis de la MRAe doit être émis dans les 3 mois.

Conformément aux dispositions de l'article R.104-24 du Code de l'urbanisme, l'agence régionale de santé (ARS) a été consultée et a émis un avis le 11 août 2025.

La direction départementale des territoires (DDT) du Doubs a produit une contribution le 19 septembre 2025.

Après en avoir délibéré en collégial à la séance du 17 octobre avec les membres suivants : Carole BEGEOT, Hugues DOLLAT, Bernard FRESLIER, Bertrand LOOSES, Hervé PARMENTIER, Aurélie TOMADINI, l'avis ci-après est adopté.

Nb : En application du règlement intérieur de la MRAe BFC adopté le 30 janvier 2024, les membres délibérants cités ci-dessus attestent qu'aucun intérêt particulier ou élément dans leurs activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause leur impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Cet avis, mis en ligne sur le site internet des MRAe (<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>), est joint au dossier d'enquête publique ou mis à disposition du public.

¹ Articles L. 104-1 et suivants et R. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme issus de la transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

1. Présentation du territoire et du projet de PLU

1.1. Contexte :

La commune d'Arcey (25) compte 1 531 habitants (Insee 2022) et fait partie du canton de Bavans ainsi que de la communauté de communes des 2 Vallées Vertes (CC2VV). Cette communauté regroupe 54 communes et a été créée le 1er janvier 2017 par la fusion de trois anciennes communautés de communes : des Isles du Doubs, du Pays de Clerval et du Pays de Rougemont.

La commune d'Arcey est située à l'intersection des routes départementales n°33 et 683 (ancienne RN 83), qui supportent un fort trafic routier. Elle se trouve à proximité de plusieurs pôles économiques : Montbéliard, Héricourt et l'Isle sur le Doubs. Le territoire d'Arcey s'étend sur environ 1 265 hectares, dont une part importante est agricole et forestière. La forêt couvre près de 523 hectares, soit environ 41 % du territoire communal, avec une forêt communale d'environ 450 hectares. L'agriculture reste une activité importante (575 ha), avec 5 exploitations agricoles recensées et une surface agricole significative, bien que fragile en ne figurant pas dans la zone AOP Comté.

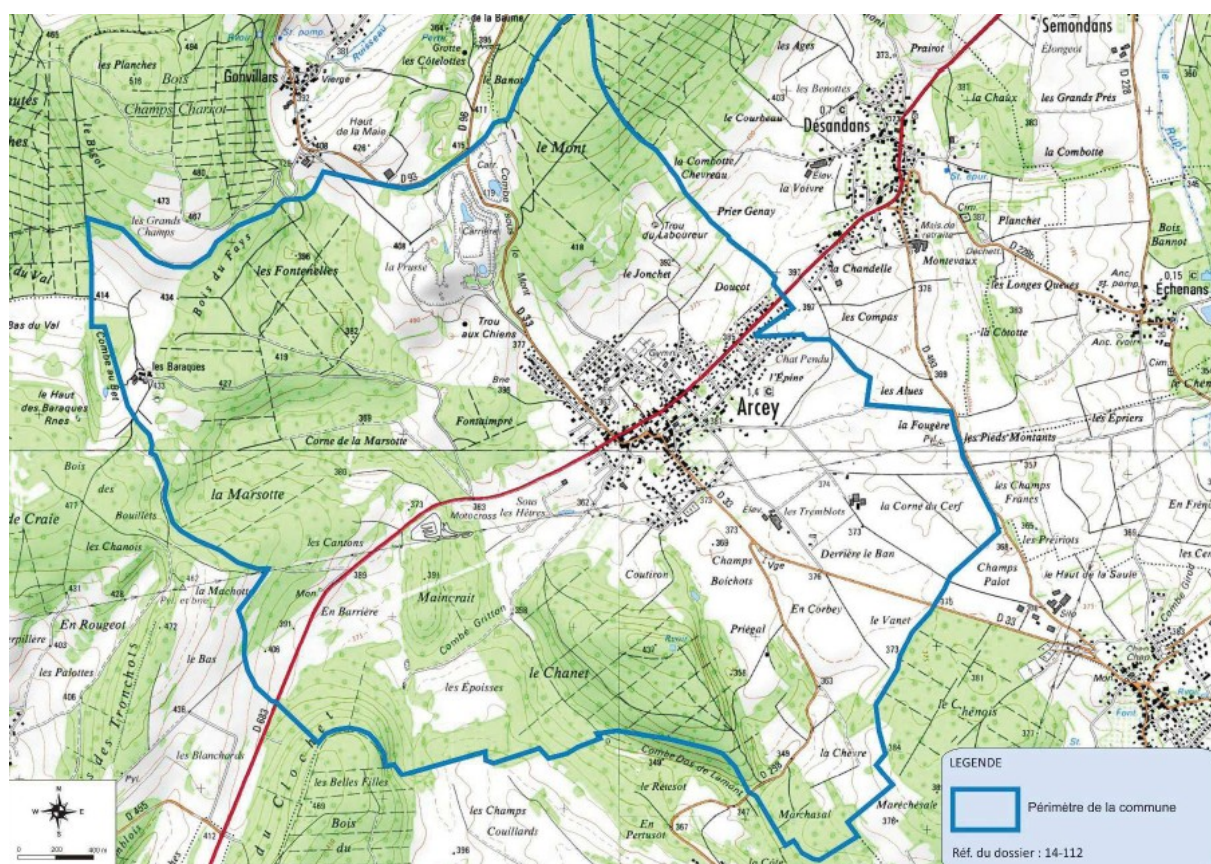


Figure 1: Plan de situation de la commune d'Arcey (Source pièce 1-2 -état initial de l'environnement)

1.2. Le projet de PLU

Le projet de révision du plan local d'urbanisme (PLU) d'Arcey vise à prendre en compte les évolutions actuelles du territoire et à traduire les évolutions législatives récentes. La procédure, engagée dès 2013, a nécessité une actualisation de ses objectifs initiaux. Le dossier précise que la commune souhaite encadrer et maîtriser son développement urbain et démographique en offrant les services et commerces dans une démarche de développement durable. Il s'agit d'anticiper de manière mesurée le rythme futur de construction de logements, de permettre l'équilibre générationnel et la préservation de la qualité de vie, et de maintenir la spécificité de l'esprit du village.

Le projet de révision du PLU, qui porte les ambitions de la commune à l'horizon 2040, a été arrêté par délibération du 9 juillet 2025.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune pour les 15 prochaines années à travers cinq orientations stratégiques :

- *poursuivre un développement maîtrisé du bourg et maintenir une offre de logement diversifiée ;*
- *maintenir une mixité des activités et des équipements publics et les développer pour répondre aux enjeux locaux et à l'échelle du SCoT du Doubs Central;*
- *promouvoir un cadre de vie de qualité, vecteur d'attractivité et support de l'identité du bourg ;*
- *préserver les richesses naturelles ;*
- *intégrer la problématique des risques et nuisances au projet de territoire.*

Le besoin en logements

L'évolution démographique d'Arcey montre actuellement une perte de dynamisme et un phénomène de desserrement de la population nécessitant la création de plus de logements. Cependant, cette stagnation est compensée par une augmentation du nombre de personnes âgées (plus de 75 ans), suite à la création d'une maison de retraite sur la commune. La tranche d'âge des 30-44 ans reste prédominante, mais son évolution future pourrait accentuer cet essoufflement démographique. Au final, sur la période 2016-2022, la croissance moyenne de la population a été de 0,6 % selon les données de l'INSEE de 2022.

L'évolution démographique projetée dans le PLU se traduit par une croissance de la population d'environ 140 habitants supplémentaires d'ici 20 ans, soit une population totale de 1 630 habitants, avec un taux de croissance annuel moyen de 0,45 %. Cette croissance semble cohérente avec le développement du territoire observé ces dernières années et répond à la volonté de la commune de gérer son attractivité et l'accueil des nouveaux habitants, notamment les primo-accédants.

La déclinaison concrète en nombre de logements à créer sur la période du PLU (2015-2040) est difficile à appréhender à la lecture du dossier, celui-ci utilisant des références temporelles variables dans son approche selon les thématiques traitées. Selon le document 1.3, l'objectif de production de logements attendu sur la période 2017-2032 a été estimé à 90 logements (*en prenant en compte les logements en cours et le potentiel de réhabilitation*). Concernant la vacance, l'étude réalisée par les élus a permis de recenser 29 logements vacants, soit 4,3 % considérés comme non mobilisables.

Le potentiel identifié en densification au sein des espaces interstitiels existants est estimé à moins de 60 logements, soit environ 66 % du besoin total exprimé, avec l'hypothèse d'une densité nette de 12 logements l'hectare, et en prospectant les surfaces urbanisables disponibles supérieures à 550 m².

Au final, selon le dossier, la surface relative à l'habitat qui serait consommée d'ici 2040 est estimée à 5,64 ha, dont 4,61 ha mobilisés en dents creuses.

Le développement des activités économiques et les équipements :

Le projet de PLU prévoit de focaliser le développement des activités économiques sur l'extension de la zone d'activité existante d'Arcey avec un phasage adapté, en portant une attention particulière aux enjeux paysagers, notamment en entrée de ville. La commune est identifiée comme un pôle de proximité au titre du SCoT du Doubs central et elle accueille l'une des trois zones d'activité stratégiques du territoire.

2. Les enjeux environnementaux identifiés par la MRAe

Les principaux enjeux environnementaux identifiés et retenus par la MRAe dans le cadre du présent avis sur le projet de PLU de la commune d'Arcey sont :

- la consommation d'espace et l'étalement urbain ;
- les milieux naturels ;
- la ressource en eau ;
- les risques naturels,
- le changement climatique.

3. Caractère complet et qualité des informations contenues dans le rapport de présentation

Le rapport de présentation comporte formellement tous les éléments réglementaires attendus, permettant de comprendre le projet de PLU. La description initiale de l'état de l'environnement fait l'objet d'un document à part actualisé en juin 2025 (dossier 1.2).

L'évaluation environnementale (dossier 1.4) apparaît proportionnée aux enjeux du territoire. Elle analyse la compatibilité du PLU et la prise en compte des documents de rang supérieure (ScoT du Doubs Central, Sraddet², SDAGE³ et PGRI⁴), et présente les thématiques attendues : gestion durable de l'eau, protection des milieux naturels et de la biodiversité, maîtrise de l'urbanisation, prévention des risques naturels (inondations, dolines, glissements), lutte contre la pollution, transition énergétique.

On notera cependant une analyse peu approfondie concernant deux secteurs, une carrière en activité (Nc) sur 48,55 ha et un secteur (Aenr) sur 28,59 ha prévu pour un projet d'agrivoltaïsme. Ces deux sous-secteurs étant par ailleurs présentés par erreur comme des STECAL⁵ dans le dossier, ces zonages n'étant pas considérés comme consommateurs d'ENAF⁶ par la réglementation.

La MRAe recommande d'approfondir l'évaluation environnementale sur les deux sous-secteur Nc et Aenr prévus au PLU et de présenter le cas échéant les mesures Eviter-Réduire-Compenser (ERC) pouvant faire l'objet d'une déclinaison dans les règlements écrits ou graphiques du PLU.

4. Analyse de la prise en compte de l'environnement

4.1. Consommation d'espace et étalement urbain

La présentation des choix retenus pour la mise en œuvre de l'objectif de sobriété foncière prévu par le PADD est particulièrement détaillée mais apparaît complexe à appréhender à la lecture. Le diagnostic présente trois approches avec des références temporelles différentes (2011-2020 (loi climat & résilience), 2014-2024 (application de l'article 151-4 du Code de l'urbanisme (CU)) et 2017-2032 en référence aux objectifs du ScoT) qui mobilisent des méthodes d'analyse différentes et aboutissent à des résultats variés, présentés à l'aide de tableaux de synthèse ou de cartes.

L'évaluation des surfaces consommées au titre de l'habitat (en ha) est précisée dans le tableau de la figure 2 qui illustre l'effort de réduction de consommation du foncier pour l'habitat.

Une étude de densification est également présentée ainsi que des cartes démontrant ainsi les efforts de développement du bâti dans les espaces interstitiels, ce qu'il convient de souligner positivement.

Une optimisation de la consommation des surfaces prévues pour les zones d'activité dans l'actuel PLU est également réalisée avec au final une extension de surface qui porte essentiellement sur l'actuelle zone d'activité (une enveloppe foncière de 3 ha ayant été allouée à la commune par le SCoT au titre du développement d'activités et d'équipements sur la période 2017-2032).

Plus loin dans le dossier, on peut lire que le PLU affiche une extension de la trame urbaine de 9,6 hectares portant à la fois sur les besoins en logement et sur les besoins des activités économiques et des équipements (en cohérence avec les objectifs du PADD). Cette extension de surface correspond à une réduction de 32 % par rapport à la surface consommée sur la période 2011-2020.

La MRAe constate toutefois que cette modération de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) reste inférieure à celle attendue pour le respect de la trajectoire fixée dans les objectifs de

² le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet)

³ Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée est approuvé et entre en vigueur le 21 mars 2022

⁴ Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée a été arrêté le 21 mars 2022

⁵ STECAL : secteur de taille et de capacité limitées

⁶ ENAF : espace naturel agricole et forestier

la loi climat et résilience et décliné par ailleurs dans le Sraddet BFC approuvé le 22 novembre 2024. En effet, celui-ci a fixé un taux d'effort de 46,9 % pour le SCoT du Doubs central, cet objectif devant être intégré d'ici février 2028.

SYNTHÈSE DE LA CONSOMMATION TOTALE DU TERRITOIRE

DETERMINATION DE L'ENVELOPPE DE CONSOMMATION					
	01/2011 à 12/2020	01/2021 à 12/2024	01/2025 à 12/2030	01/2031 à 12/2040	TOTAL 01/2021 à 12/2040
Données issues du portail	7	2,62	0,9	1,8	5,3
Données issues des vues aériennes	8,12	2,62	1,4	2,0	6,1

Figure 2: données de consommation de surface au cours du PLU pour l'habitat (source dossier p 31 rapport 1.3)

La MRAe recommande que la commune augmente son effort de sobriété foncière dans le respect des objectifs du Sraddet, et propose dès à présent des mesures de réduction et de phasage de la consommation d'espaces agricoles naturels ou forestiers.

4.2. Préservation des milieux naturels :

Le territoire communal d'Arcey ne compte aucun périmètre de protection du patrimoine naturel ou de Znieff⁷, mais plusieurs milieux naturels sont présents :

- des vergers qui constituent des milieux relais entre les zones bâties ou cultivées et les zones plus naturelles, contribuant à l'identité paysagère spécifique de la commune .
- des pelouses calcaires abritant un patrimoine naturel remarquable, avec une flore riche (orchidées, espèces protégées) et une faune diversifiée (reptiles, insectes, oiseaux, chiroptères) .
- des éléments naturels tels que les haies, bosquets et structures bocagères qui jouent un rôle important dans le maintien des corridors écologiques et la circulation des espèces.
- des espaces boisés et formations forestières qui constituent des réservoirs de biodiversité et sont protégés dans le cadre de la trame verte et bleue.

Les mesures de préservation prises dans le cadre de la révision du PLU qui sont présentées dans le document 1.3⁸ apparaissent proportionnées. Elles mobilisent notamment l'article L 151-17 du Code de l'urbanisme pour les lisières forestières et l'article L151-23 pour les éléments remarquables de la trame verte et bleue qui participent aux continuités écologiques (linéaires de haies et de ripisylve, zones humides, les petits ensembles boisés, les arbres remarquables isolés, les masses végétales).

Le PLU dispose par ailleurs d'une orientation d'aménagement et de programmation(OAP) thématique avec des dispositions concernant la continuité écologique et les enjeux paysagers.

Zones humides :

Une prospection des zones humides a été réalisée dans le cadre du projet de PLU, uniquement pour les zones à urbaniser. Toutefois, toutes les parcelles rendues constructives n'ont pas été inventoriées. C'est le cas en particulier pour les parcelles ZA 590 et ZA 420.

La MRAe recommande de réaliser un inventaire exhaustif des zones humides sur l'ensemble des secteurs à urbaniser.

⁷ Les Znieff sont les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)

⁸ p 84 à 88 du document 1.3 choix retenus

4.3 Ressources en eau :

4.3.1 Eau potable et captages :

Aucun captage en eau potable ni périmètre de protection n'est présent sur le territoire de la commune d'Arcey. L'alimentation de la commune est réalisée via un achat d'eau au Pays de Montbéliard Agglomération par le captage de la Baumette situé sur la commune d'Issans. Il s'agit d'un captage identifié au niveau national comme prioritaire pour la réduction des pollutions diffuses lors du Grenelle de l'environnement (année 2007). Le PLU doit être mis à jour et corrigé sur cette thématique. En effet, il est fait mention par erreur à plusieurs reprises du syndicat des eaux de la vallée du Rupt. À noter également que le périmètre de protection des eaux (PPE) du captage Combe Monney est exclusivement défini sur la commune de Montenois ainsi que le périmètre de protection du captage des fontaines à Beutal.

Les collectivités du secteur Nord Franche-Comté, dont celles du département du Doubs, sont conscientes des enjeux liés à la sécurisation en eau potable et entreprennent d'ores et déjà des travaux conséquents pour sécuriser leur propre collectivité. Une étude stratégique de sécurisation de l'alimentation en eau potable a été engagée à l'échelle du Nord Franche-Comté. Cette étude est portée par le Pôle Métropolitain Nord Franche-Comté. Elle permettra d'identifier les axes structurels de sécurisation de l'alimentation en eau potable (approche inter-collectivités) du Nord Franche-Comté à l'horizon 2035 pour un scénario climatique 2050.

La MRAe recommande de rectifier certaines données concernant les captages d'eau potable et invite la commune à prendre en compte les résultats de l'étude stratégique de sécurisation de l'alimentation en eau potable dès qu'ils seront disponibles en modifiant si nécessaire son document d'urbanisme.

4.3.2. Assainissement :

Depuis 2020, la CC2VV est compétente en matière de gestion de l'assainissement collectif et du service public d'assainissement non collectif. Cependant, la commune d'Arcey ayant signé une délégation de service public (DSP) avec Véolia, elle poursuit son fonctionnement actuel en conservant provisoirement la compétence.

Suite à une mise en demeure en 2016 pour mise en conformité du système d'assainissement de la commune, des travaux importants ont été réalisés et sont programmés jusqu'en 2027. Les eaux usées de la commune sont traitées à présent par une station d'épuration (STEP) à boues activées d'une capacité nominale de 1 800 équivalent-habitants avec un rejet des eaux traitées par infiltration. Le rejet de la STEP est réalisé dans un fossé végétalisé qui constitue une zone tampon avant rejet dans une perte.

La commune dispose d'un zonage d'assainissement réalisé en 2006 qui devra être remis à jour.

La MRAe recommande que le zonage d'assainissement de 2006 soit actualisé au vu des nombreuses évolutions et travaux engagés par la commune.

4.3.4 Eaux pluviales :

Le PLU encourage l'adoption de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales visant à limiter l'imperméabilisation des sols et à prévenir les risques d'inondation (orientation 5.3 du PADD). Il convient de souligner que ces aménagements présentent de nombreux co-bénéfices environnementaux. En plus de réguler les eaux pluviales, ils contribuent à l'atténuation des effets du changement climatique, favorisent le développement de la biodiversité en milieu urbain et participent à la captation du carbone et d'autres gaz à effet de serre grâce à la présence de végétation.

4.4. Risques naturels :

Les risques naturels sur la commune d'Arcey concernent principalement l'aléa effondrement et affaissement de terrain liés aux cavités souterraines karstiques, avec un niveau de risque classé « moyen » à « fort » dans certaines zones. Ils sont pris en compte dans le PLU de la commune d'Arcey par plusieurs mesures. Les aléas liés aux mouvements de terrain, notamment les dolines karstiques, sont identifiés et préservés avec des marges de recul autour des dolines pour limiter les risques d'effondrement. Les zones présentant un risque d'inondation par ruissellement sont cartographiées et la constructibilité y est encadrée pour éviter l'aggravation des risques pour les personnes et les biens. Les secteurs à risque de glissement de terrain sont exclus des zones d'urbanisation ou soumis à des études géotechniques préalables en cas d'aménagement envisagé. Ces prescriptions réglementaires spécifiques sont intégrées dans le règlement du PLU pour gérer ces risques, notamment en limitant l'imperméabilisation des sols et en favorisant la gestion

des eaux pluviales. Les zones à risque sont reportées sur les plans pour assurer une prise en compte opérationnelle dans les projets d'aménagement. La commune d'Arcey est classée en potentiel radon de catégorie 1. Ce risque n'est pas abordé dans le PLU, aucune information n'est donnée.

La MRAe recommande que le risque radon soit intégré dans le PLU.

4.5 Changement climatique et transition énergétique :

La commune d'Arcey est concernée par le plan climat (PCET) du Doubs central datant de 2016 et le PLU en reprend quelques éléments d'orientations sans toutefois le décliner précisément. Un secteur « Aenr » sur une surface de 28,59 ha est affecté au développement des énergies renouvelables, qui permet la réalisation d'un projet agrivoltaïque, en présentant la sensibilité du secteur au titre du respect des continuités écologiques et du paysage sans apporter d'éléments sur la justification du choix du site ni faire l'analyse de solutions alternatives.

La MRAe recommande de présenter la justification du choix de la localisation du secteur « Aenr » et de réaliser l'analyse de solutions alternatives au regard du moindre impact environnemental et appliquer la séquence Eviter-Réduire-Compenser.

Le secteur Nord Franche-Comté et le territoire national dans son ensemble sont et seront de plus en plus assujettis à des épisodes climatiques extrêmes, conduisant notamment à :

- Des vagues de chaleur ou à des canicules particulièrement marquées ;
- L'apparition de problématiques sanitaires liées aux vecteurs (moustique-tigre) ;
- L'apparition d'espèces végétales envahissantes et allergisantes.

Ceci affectera considérablement les espaces de vie et les milieux naturels.

Des solutions existent pour favoriser la résilience du territoire face à ces épisodes climatiques extrêmes consistant notamment à :

- Végétaliser le plus possible les espaces extérieurs par des espèces végétales adaptées ⁹;
- Caractériser les îlots de chaleurs et mettre en place les leviers techniques permettant de les réduire ;
- Développer le plus possible les îlots de fraîcheur ;
- Renforcer la performance énergétique des bâtiments (au chaud et au froid) tout en tenant compte des impératifs de qualité d'air intérieur et de qualité acoustique.

L'ARS demande par ailleurs qu'une attention particulière soit portée à la présence d'espèces végétales allergisantes et aux niveaux de pollens présents dans l'air ambiant, et en ce qui concerne le risque vectoriel, et précise qu'il conviendra d'apporter une vigilance toute particulière sur les facteurs de risque permettant le développement du moustique-tigre, vecteur de pathologies graves et altérant considérablement la qualité de vie. Des fiches sur ces sujets pourraient utilement être annexées au document d'urbanisme.

La MRAe recommande qu'un diagnostic de vulnérabilité du territoire soit mené à l'échelle du SCoT du Doubs central à partir duquel des leviers d'adaptation devront être pris en compte dans les documents d'urbanisme. Sans attendre cette échéance, la MRAe recommande d'intégrer cet enjeu dans le PLU et de prendre des mesures visant à en limiter les conséquences

9 application ARBOCLIMAT - <https://data.ademe.fr/datasets/arboclimat-choix-des-essences>)